

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21958 - 81ÈME ANNÉE

Voeux du PCR au peuple réunionnais

2026 : l'année de la responsabilité

L'année 2025, centenaire de la naissance de Paul Vergès, devait être celle de l'autonomie énergétique et du développement durable, initiée sous sa présidence régionale. Grâce au développement des énergies renouvelables et la remise en service d'un chemin de fer, nous avons une avance de 10 ans. Au lieu de cela, nous avons maintenant 20 ans de retard. La Réunion s'enfoncé dans le sous-développement au moment où la France perd de l'influence au niveau mondial. Ceci est accentué par l'annonce de 3 000 milliards euros de dettes que les générations suivantes devront rembourser. Les Collectivités réunionnaises ne doivent pas cacher la vérité sur la baisse des dotations publiques et leurs conséquences.

2025 : La Réunion, "socialement hors norme".

Notre pays a les indicateurs d'un pays sous-développé :

- près de 40 % de la population sous le seuil de pauvreté,
- environ 180000 demandeurs d'emploi,
- plus de 100000 mal-logés,
- plus de 120000 illettrés malgré une scolarité obligatoire de plus de 10 ans dans le système éducatif français, un coût de la vie excessivement élevé à cause d'un système néocolonial. Ce système se traduit par le remplacement des productions locales et des commerces de proximité par des importations hors de prix venues principalement de pays occidentaux comme la France et par la mainmise de groupes exogènes contrôlant la finance, les assurances, la distribution, l'énergie, les réseaux d'eau, d'électricité, de communication, le BTP. Ces groupes sont les héritiers de l'économie de comptoir datant de l'esclavage et de la colonisation. La vie chère est favorisée par les importantes inégalités de

revenus entretenues par les différents gouvernements et une classe de privilégiés qui verrouillent le système d'injustice sociale.

La vie chère reflet du sous-développement

Paris a en effet créé une classe sociale dotée des privilèges financiers des expatriés par le versement du supplément colonial à quelques dizaines de milliers de personnes pour consommer des produits importés de France. Cette classe sociale a pris le pouvoir dans les institutions. Au lieu de corriger les distorsions, celles-ci ont favorisé une manne financière capable d'acheter à prix d'or des marchandises importées de France. Un tel pouvoir d'achat entretient forcément la vie chère pour le reste de la société. La loi promise par le gouvernement c'est de la poudre jetée aux yeux des victimes. La déception sera très grande.

La crise de la canne à sucre causée par la stratégie erronée de la société française Tereos, avec la complicité du gouvernement français et des députés européens, aggrave encore le sous-développement. La chute spectaculaire de la production de la canne risque de propulser le nombre de chômeurs au-dessus du nombre de personnes au travail. Nous sommes effrayés par l'indifférence quasi-générale de ce basculement.

Des élections dans la plus ancienne colonie française d'Afrique

C'est dans ce contexte que seront organisées en 2026 les élections municipales. Rappelons que La Réunion est une colonie du premier Empire français. Face à une telle situation, il n'est pas étonnant que la majorité des citoyens boycottent les scrutins et que le vote raciste décomplexé progresse. Il est, en effet,

plus facile de désigner des boucs-émissaires chez les pauvres que de réformer le système néocolonial responsable de la crise. L'importation du vote raciste est non seulement un déshonneur pour notre peuple, composé exclusivement d'immigrés et de descendants de migrants. C'est aussi une menace pour la paix dans notre société.

Mais tout n'est pas perdu, car nous sommes des Réunionnais fiers de nos origines africaines, comoriennes, malgaches, chinoises, indiennes et françaises et nous pouvons redresser la situation à condition de travailler pour notre prise de responsabilité.

Pour un plan global de développement construit et appliqué par les Réunionnais conscients de leur responsabilité

Depuis sa création en 1959, le Parti communiste réunionnais appelle au développement de La Réunion par la remise en cause du système néocolonial qui prospère par la déresponsabilisation et l'aliénation. Malgré tous les obstacles dressés par le néocolonialisme (dépendance intellectuelle, économique et financière à l'Occident), des Réunionnais sont capables de comprendre la situation et d'en prendre conscience. Ils sont chaque jour plus nombreux et ils sauront se dresser pour mettre fin au système néocolonial qui corrompt notre pays.

La crise est tellement grave qu'elle ne pourra pas se régler par des mesures sectorielles mais par un plan global.

Le PCR émet le vœu que 2026 voit le rassemblement de toutes les bonnes volontés pour travailler ensemble, entre Réunionnais, à l'élaboration de ce plan global.

- Les Réunionnais sont, en effet, les mieux placés

pour proposer des mesures adaptées à notre situation et à les mettre en œuvre : pour aller vers le plein emploi des Réunionnais à La Réunion, des logements pour tous et des revenus décents. Notre responsabilité est de construire ensemble une société débarrassée des inégalités de revenus et libérée de la pauvreté, de l'illettrisme, de la corruption et du sous-développement.

- Il nous appartiendra ensuite de négocier avec la France, d'égal à égal, l'accompagnement financier et institutionnel des mesures que nous aurons décidées. Car c'est de nous que dépend l'avenir de notre pays, pas de Paris ou de Bruxelles. Ces derniers ne sont que des financeurs, ils ont une dette à payer au peuple réunionnais au nom des réparations de l'esclavage et de la colonisation française.

- Cessons de vivre dans la peur de nous moderniser et d'assumer notre responsabilité de peuple réunionnais, fier de ses origines diverses. Nos ancêtres ont été capables de mettre fin à l'esclavage et de nous léguer une société pacifiée avec des droits sociaux sans équivalents dans notre continent africain et à des milliers de kilomètres à la ronde. A nous d'être à la hauteur de cet héritage.

Le PCR émet le vœu que notre peuple réunionnais trouve la voie de la responsabilité en 2026.

Fidèles à l'héritage de Paul Vergès et du PCR, nous appelons la population réunionnaise à s'investir politiquement pour relever le défi de la Responsabilité et de l'émancipation.

Secrétariat du PCR

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

1,135 million de tonnes de cannes récoltées, stop à l'indifférence, ce n'est pas à cause de la météo

Campagne sucrière 2025 : le révélateur du résultat désastreux de la stratégie de Tereos

Avec 1,135 million de tonnes de cannes récoltées, la campagne sucrière 2025 confirme le déclin structurel de la filière canne à La Réunion depuis la fin des quotas en 2017. Derrière la baisse des volumes se cache une crise économique profonde, liée au partage de la valeur, à la stratégie industrielle de Tereos et à une dépendance croissante aux aides publiques, au détriment des planteurs.

Avec 1,135 million de tonnes de cannes livrées à l'issue de la semaine 51, la campagne sucrière 2025 confirme une réalité désormais incontestable : la filière canne réunionnaise ne s'est jamais relevée de la fin des quotas sucriers européens en 2017. Huit ans après la libéralisation du marché, le décrochage productif n'est plus conjoncturel, il est structurel. La campagne 2025, avec seulement 1,135 million de tonnes récoltées, illustre déjà ce cercle vicieux.

Avant 2017, la filière évoluait dans un cadre régulé, garantissant débouchés, prix et volumes. Les 1,8 à 2 millions de tonnes récoltées assuraient l'équilibre économique des exploitations, des usines et de l'ensemble des activités induites. La disparition des quotas a profondément modifié cet équilibre : exposition aux prix mondiaux, contraction des marges industrielles et transfert du risque économique vers les planteurs. La perte de près de 700 000 tonnes par rapport à la période d'avant quotas illustre l'échec du modèle actuel à maintenir la production.

Sur le plan agronomique pourtant, la canne réunionnaise conserve un potentiel réel. La campagne 2025 affiche une qualité technologique honorable (Brix moyen de 17,76, pureté de 84,65 %), notamment dans le secteur du Gol, où les rendements dépassent souvent 13. Mais ces performances ne compensent plus la hausse continue des coûts de production, l'augmentation du coût du travail et l'érosion des surfaces cannières, souvent abandonnées faute de rentabilité.

Cette situation met en lumière une dépendance croissante aux aides publiques. POSEI, compensations nationales et soutiens divers permettent d'éviter un effondrement brutal, mais sans offrir de visibilité économique durable. La politique agricole se limite ainsi à amortir les chocs, sans engager de véritable relance.

« Au cœur de cette impasse se trouve la stratégie de Tereos, propriétaire des deux usines sucrières de l'île. Sa position dominante lui confère un rôle déterminant dans la trajectoire de la filière. Or, depuis plusieurs campagnes, l'industriel refuse toute augmentation significative du prix de la canne payé aux planteurs, renvoyant à l'État la responsabilité de compenser par des aides publiques. Ces aides, toutefois, ne suivent pas l'augmentation réelle des coûts de production », affirme Jean-Michel Moutama, président de la CGPER. Le dirigeant syndical précise que « pris en étau entre un prix de canne figé et des charges en hausse, de nombreux planteurs voient leur trésorerie se dégrader. Les conséquences sont désormais visibles : abandon progressif de la culture, non-renouvellement des plantations, recul des surfaces et baisse mécanique des volumes récoltés. La diminution de la production en 2025 est donc moins liée à un problème technique qu'à une asphyxie économique organisée ».

Ce choix stratégique comporte un paradoxe majeur. En comprimant le prix de la canne, l'industriel fragilise la base productive dont il dépend lui-même : moins de planteurs, c'est aussi moins de cannes pour les usines, une rentabilité dégradée et, à terme, la viabilité même de l'outil industriel.

« À l'approche des prochaines échéances sur la PAC, le POSEI et la transition énergétique, la campagne 2025 agit comme un signal d'alarme politique. Sans rééquilibrage du partage de la valeur et sans engagement clair sur la rémunération des planteurs, la filière canne risque de glisser d'un pilier économique structurant vers un simple outil d'aménagement du territoire, maintenu artificiellement par l'argent public », déplore Jean-Michel Moutama.

La campagne sucrière 2025 ne pose donc pas seulement un bilan agricole. Elle interroge un choix collectif : quelle place La Réunion veut-elle encore accorder à la canne dans son économie, et à quel prix social et politique ?

M.M.

Oté

« Gran mèrssi, li la rouv mon shomin » : In kozman pou la rout

Mézami néna défoi nout shomin lé boushé. Nou néna in problèm mé nou na pwïn solission. Nou toussèl ni ariv pa. Sé pou sa ni panss nou la bézwin in sorte lotorité pou rouv nout shomin — i di ossi pou klèr nout shomin.

Mi di in l'otorité mé mi koné bien lo mo i konvien pa é lo mo k'i konvien i dépann nout rolijyon, sansa nout kroiyanss, dizon nout pratik. In pé i mète l'afèr dann la min la vyèz noir pars zot na konfyanss dan èl. D'ote i sava ziska domann lo sin-éspri pou ède azot. Bann déssandan malbar i sava dovan zot shapèl pou domann sokour inn an parmi zot Bondyé. Antouléka sak lé sirésèrtin sé k' zot i rode in protékssion.

A ! Biensir néna in pé i kroi pa arien. In pé i di mèm zot lé até. Zot lé até mé promyé kou d'kongn zot i gagn zot i sava mète ll'afèr dan la min in bon léspri. Sa lé imin sa ! Kan ou na pwïn arien pou boush out shomin wi fé lo brav, wi fé lo fyèr mé promyé kanikrosh wi kriye tir.

Sa i marsh, sa i marsh paa ? Antouléka kan wi lir lo bann plak romèrssiman kissoi la vyèz noir, kissoi la shapèl sin-éspédi wi pé panss sa i marsh. Antouléka sa i fé parti nout kiltir épi nout kiltyèl é sa lékonsa dopidé zénération é dé zénération.

Alé ! mi kite azot rofléshi la dsi é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin